

L'Iran écrase le « D-Day économique » de Trump, 15 bases US détruites | Patrick Henningsen

L'analyste géopolitique Patrick Henningsen évoque la riposte iranienne dévastatrice à l'« offensive financière » de Trump et Bessent, ainsi que le retour de bâton majeur que cette nouvelle phase dangereuse de la guerre est sur le point de provoquer pour l'empire américain et le monde.

<https://www.youtube.com/@21stCenturyWireTV> La chaîne YouTube de Patrick

<https://patrickhenningsen.substack.com/> AIMEZ la vidéo et abonnez-vous pour davantage d'analyses géopolitiques approfondies Laissez vos impressions dans les commentaires ci-dessous ! Soutenez la

chaîne : Patreon : <https://www.patreon.com/dannyhaiphong> ABONNEZ-VOUS SUR RUMBLE :

Rumble : <https://rumble.com/c/DannyHaiphong> Suivez-moi sur les réseaux sociaux : Twitter :

<https://twitter.com/DannyHaiphong> Telegram : <https://t.me/DannyHaiphong> Soutenez la chaîne par

d'autres moyens : <https://www.buymeacoffee.com/dannyhaiphong> Substack : chroniclesofhaiphong.substack.com Cashapp : \$Dhaiphong Venmo : @dannyH2020 Paypal : <https://paypal.me/spiritho>

#iran #bessent #iranwar

#Danny

Bon retour dans l'émission à tous. Patrick Henningsen nous rejoint dans une minute. Mais d'abord, l'actualité de dernière minute. Le secrétaire au Trésor, Scott Bessent, au nom de Donald Trump, lance une mesure sans précédent. Elle est appelée « Opération Outcast contre l'Iran », en ce qui est désormais qualifié de « Jour J économique » contre l'Iran. Les États-Unis appliqueront une approche de tolérance zéro à toute fuite dans les sanctions contre l'Iran. Trump passe actuellement des appels à des dirigeants du monde entier pour qu'ils coupent leurs liens économiques avec l'Iran. Et les pays auront un délai limité pour mettre fin aux activités identifiées par le secrétaire au Trésor, notamment en fermant les succursales iraniennes à l'étranger. Scott Bessent a également proféré une menace extraordinaire : ceux qui faciliteraient le moindre commerce et, je cite, le « blanchiment d'argent » avec l'Iran seraient totalement exclus du système du dollar américain. Voici ce qu'a déclaré Scott Bessent.

#Bessent

Les agences de la Bank Melli doivent fermer et rester dans le noir. Et je veux être clair : toute entité qui facilite le blanchiment d'argent pour le compte de l'Iran sera exclue du système du dollar américain. Le compte à rebours vient de commencer.

#Danny

Eh bien, l'Iran a essentiellement pulvérisé les menaces de Donald Trump et de Scott Bessent. Car, à ce stade, ce ne sont que des menaces, alors que les pays bénéficient d'une soi-disant période de grâce pour se mettre en ordre afin de sanctionner l'Iran. Mohammed Ghalibaf, le président du Parlement iranien, a déclaré que les Américains savent que personne ne croit à leurs rodomontades. Les États-Unis ne sont pas en position économique de restreindre davantage leurs relations avec les autres pays. Les partenaires commerciaux de l'Iran, tant dans les médias que par les messages qui nous ont été adressés, ont clairement indiqué qu'ils ne tenaient plus compte de ces déclarations. Mao Ning, en Chine, qui a été la cible de nombreuses questions de la presse après l'annonce de Scott Bessent lors du « Jour J économique », a déclaré que la Chine rejetait la guerre économique américaine contre l'Iran et qu'elle s'engageait à protéger ses propres intérêts.

L'Iran s'est mis à menacer plus de quarante pétroliers dans le détroit d'Ormuz, affirmant qu'ils figurent désormais sur une liste noire pour de présumées violations dans le détroit d'Ormuz. Il ajoute que tout navire surpris en train de transférer une cargaison avec les navires nommés sur cette liste y sera lui aussi ajouté. Maintenant, je vais vous faire écouter ceci. C'étaient une question, enfin quelques questions, posées à Scott Bessent. L'une portait sur la Chine et, je pense, elle a très fortement choqué Scott Bessent.

#Bessent

David, de Reuters.

#Bessent

Bonjour, merci, Monsieur le Secrétaire. L'un des outils les plus puissants dont vous disposez est la capacité d'imposer des sanctions secondaires aux banques et aux institutions financières qui facilitent des transactions pour l'Iran. On a souvent évoqué le ciblage de banques chinoises, mais nous ne voyons aucune de ces institutions visée ici. Est-ce que cela va venir dans le cadre de cette campagne ? Ou bien la trêve commerciale très fragile avec la Chine pourrait-elle vous empêcher d'aller aussi loin et de franchir ce très grand pas ?

#Bessent

Nous voulons clairement dire aujourd'hui que personne n'est hors de portée des sanctions américaines. S'ils facilitent des transactions et font partie de l'écosystème qui transforme le pétrole iranien en argent, puis en répression, ils seront visés. Nous estimons que la meilleure façon d'échanger avec les pays, c'est par la diplomatie discrète. Et nous mettons les choses au clair avec chaque pays, pour leur faire part de nos attentes. Nous savons qui ils sont. Ils savent qui ils sont. Alors, lorsque le marteau des mesures du Trésor américain s'abattra sur eux, ils n'auront personne d'autre à blâmer qu'eux-mêmes.

#Danny

Il a poursuivi en disant qu'il n'avait pas l'intention de faire exploser l'économie mondiale. Nous recevons Patrick Henningsen, de 21st Century Wire, journaliste indépendant et analyste géopolitique. Patrick, merci beaucoup de nous rejoindre aujourd'hui. Je voulais d'abord avoir votre réaction à ce « Jour J économique », à l'opération « Paria économique ». Et je me demande qui est vraiment le paria, Patrick. Parce qu'on dirait que Trump va passer des heures au téléphone avec tous les dirigeants du monde pour essayer de les convaincre de rompre leurs liens avec l'Iran. L'Iran a déclaré qu'il riposterait militairement contre les pays qui participeraient réellement à cela. Et il affirme avoir reçu de nombreux messages indiquant qu'il n'obtiendrait aucune coopération, autrement dit, de la part des États-Unis, dans cette affaire. Que pensez-vous de ce qui se passe ici ? Désolée, Patrick, votre micro est coupé. Je ne sais pas si vous... Oui, voilà.

#Patrick Henningsen

Ravi d'être avec vous, Danny. Désolé pour ça.

#Danny

Oui, ça fait plaisir de vous voir.

#Patrick Henningsen

Eh bien, je ne peux pas dire que je suis surpris, parce que je ne sais pas combien de vagues de mesures économiques douloureuses cette administration a annoncées, ni combien de vagues de mesures militaires douloureuses elle a annoncées ces six derniers mois. Et celle-ci n'est que la dernière en date. Donc, je ne sais pas vraiment ce qu'ils peuvent encore faire en matière de sanctions. Bien sûr, ils peuvent resserrer l'étau sur l'Iran, sur ses alliés et sur les gens qui commercent avec lui. Je pense qu'il est assez clair que la cible numéro un de Washington, dans cette affaire, c'est la Chine. Et ces mesures, ce type de guerre économique, fonctionnent sur le long terme. Mais elles fonctionnent en détournant les flux de capitaux et de ressources au détriment de l'État que les États-Unis ont choisi de cibler.

Et cela fonctionne certainement dans le cas du Venezuela, où les menaces et la pression militaires et économiques ont permis d'obtenir une soumission totale, une servilité totale, et finalement la capitulation du gouvernement vénézuélien. Mais pour que ça marche, ils ont dû enlever leur chef d'État. Maintenant, regardez l'Iran. Ils pensent pouvoir refaire la même chose. Ils n'y arriveront pas. Vous savez, ils ont essayé. Ils ont tué le chef d'État. Ça n'a eu absolument aucun effet, pas à l'avantage des États-Unis, bien au contraire. Ça a galvanisé la population iranienne, d'accord ? Donc, éliminer le chef d'État n'a pas marché en Iran. Ça a eu l'effet inverse. Les sanctions n'ont pas marché.

Les vagues de sanctions très sévères, répétées pendant des décennies et intensifiées l'an dernier par l'administration Trump, n'ont pas produit l'effet escompté. Les partenaires commerciaux et les alliés de l'Iran n'ont pas vraiment cédé aux menaces de sanctions secondaires américaines, y compris la Chine. La Chine a fait l'inverse. Elle a invoqué son propre mécanisme juridique pour ne pas se conformer aux menaces des États-Unis. Et elle continuera d'acheter du pétrole iranien si la Chine en a besoin, si c'est dans l'intérêt de la Chine. Et les États-Unis ne peuvent pas faire grand-chose. Ils ne peuvent pas déclarer une guerre économique ouverte à la Chine pour étrangler l'Iran. C'est impossible. L'intensification des menaces militaires n'a eu absolument aucun effet sur l'Iran.

Donc, on ne s'attend pas à ce que tout cela produise autre chose que, je pense, davantage de difficultés pour le dollar américain. Cela ne fera qu'accélérer encore la dédollarisation. Si l'on regarde les récentes déclarations du réseau de pays des BRICS, ils invoquent le droit international. Ils invoquent les droits souverains. Ils invoquent la Charte des Nations unies pour s'opposer à ce type de guerre économique et de mesures coercitives de la part des États-Unis, et pour les défier. Quel est le fondement de ces sanctions ? Quel est ce fondement ? Est-ce que l'Iran doit, en gros, se rendre parce qu'il ne capitule pas entièrement devant les exigences des États-Unis ? Mais sur quelle base les États-Unis émettent-ils ces exigences ? Cela change. Du point de vue des États-Unis, cela a changé tellement de fois.

Quel est le motif, au juste ? Ce n'est pas qu'on dit que l'Iran ne peut pas avoir l'arme nucléaire, mais c'est à peu près la seule chose que j'entends, en boucle, venant de Washington. Donc il faudrait détruire l'économie iranienne. Bess dit que si nous continuons à les étrangler, le régime qui s'étirole — je cite, « le régime qui s'étirole » — ne pourra pas tenir bien longtemps. Mais sur quoi cela repose-t-il ? Est-ce que l'Iran a déclenché une guerre contre les États-Unis et Israël ? Ce serait la première question. Je pourrais comprendre qu'ils s'en servent comme justification. Mais non, c'est l'inverse qui s'est produit. Les États-Unis et Israël ont lancé contre l'Iran une guerre d'agression non déclarée, sur la base d'une fausse accusation d'armes de destruction massive. Bonjour, les alertes de déjà-vu qui retentissent à nouveau au Moyen-Orient. C'était quoi, déjà ?

Était-ce les manifestants pacifiques dont Trump a dit que cinquante mille avaient été abattus de sang-froid à Téhéran ? C'est encore un mensonge, de la propagande d'atrocités, comme les quarante bébés décapités et les bébés dans les couveuses. Alors, c'est quoi ? L'Iran est maléfique et le pays doit être détruit ? Je veux dire, si on en croit Jonathan Pollard et d'autres Israéliens, alors oui, il faudrait le rayer de la carte. L'Iran devrait être rayé de la carte. Honnêtement, je pense que c'est ce qu'ils voudraient dire à Washington, mais ils ne peuvent pas. Ils ne peuvent pas dire ça. C'est probablement ce qu'ils disent à huis clos, mais ils ne peuvent pas le dire publiquement. En gros, tout ce que Washington et l'administration Trump font et disent reflète actuellement le régime israélien. Donc, en ce sens, les États-Unis sont en quelque sorte, je suppose, une marionnette à doigt géante d'Israël.

Parce qu'on ne peut pas les vaincre par des moyens conventionnels. Israël ne peut pas vaincre l'Iran de manière conventionnelle. L'Iran est capable de se défendre et de riposter dans toute la région,

contre des cibles américaines et israéliennes. Il ne reste pas grand-chose. Alors, les sanctions secondaires, oui, on peut en parler. Elles pourraient éventuellement fonctionner avec l'Inde, mais pas indéfiniment, seulement temporairement. Parce que l'Inde doit faire ce que l'Inde fait. L'Inde a une économie très, très vaste et dynamique. Ils veulent acheter du pétrole via des sources de seconde et de troisième main, comme ils le faisaient avec la Russie ou avec n'importe qui d'autre, vous savez, le Pakistan. Enfin, comment les États-Unis vont-ils faire respecter un embargo à l'autre bout du monde ? Ils pensent que l'Iran, c'est Cuba ? Je ne sais pas. Je crois que oui.

#Danny

Oui, je veux dire, ce sont tous de très bons points, Patrick. Ce dont on ne parle pas, c'est du contexte dans lequel s'inscrivent ces sanctions, ou cette opération visant à faire de l'Iran un paria économique le jour J, peu importe le nom qu'on lui donne. Barry McCaffrey, un ancien général décoré, a déclaré que, selon son jugement, les forces armées américaines ont probablement perdu de façon permanente l'accès à quinze bases américaines dans le golfe Persique, et que l'Iran est désormais en position de contrôler l'accès aux États du Golfe. C'est donc un contexte très différent de celui que l'on connaît souvent lorsque les États-Unis renforcent les sanctions. Mais ce qui m'intéresse beaucoup, Patrick, c'est que Bessent a annoncé qu'une grande institution financière serait sanctionnée d'ici la fin de la semaine. Je ne sais pas de quoi il parle.

Mais ce que nous savons, c'est que si les Émirats arabes unis, et surtout l'Arabie saoudite, qui est essentielle au système du dollar, sont concernés par toutes ces menaces de couper l'accès au dollar, d'exclure des pays du dollar, cela pourrait avoir des répercussions majeures pour les États-Unis eux-mêmes, qui reposent sur des fondations très fragiles. Par exemple, l'Iran a déclaré qu'il frapperait militairement des pays comme l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis s'ils participaient à cela. Donc, faute de meilleur terme, il semble qu'il y ait beaucoup de champs de mines dans cette affaire. Patrick, qu'en pensez-vous ? Est-ce que ce ne sont que des menaces et de la gesticulation ? Parce que Trump a beaucoup de coups de téléphone à passer. La Chine a déjà dit non, et l'Iran affirme avoir appris que de nombreux pays ne veulent pas du tout participer à cela. La situation semble assez délicate.

#Patrick Henningsen

Oui, si les États-Unis mettent vraiment ces menaces à exécution — et j'ai toutes les raisons de penser qu'ils pourraient tenter de le faire à court terme —, cela va franchement déclencher un effondrement économique mondial. Et puis, cela se produit en même temps que ce qui ressemble à une guerre commerciale entre les États-Unis et le Canada. Au nom de quoi ? Le Canada ne devrait pas être autorisé à avoir une arme nucléaire ? Enfin, de quoi s'agit-il exactement ? Les guerres commerciales et tarifaires — les guerres tarifaires menées par l'administration Trump — ont été un désastre total pour l'économie américaine, pour l'économie mondiale et pour les entreprises américaines.

Et s'ils font quelque chose qui pourrait entraver l'acheminement du pétrole canadien vers les États-Unis, ainsi que des produits pétroliers, cela provoquerait de fortes perturbations économiques aux États-Unis, pour plusieurs raisons. Certaines parties de l'économie américaine dépendent entièrement du Canada, en raison de leur situation géographique. Je vais vous donner deux exemples. Le premier, c'est le fioul qui chauffe les maisons et les entreprises américaines dans le nord-est du pays. C'est une question régionale. L'approvisionnement se fait à l'échelle régionale, et une grande partie vient du Canada. Le second, c'est que... enfin, est-ce vraiment une surprise pour qui que ce soit que l'économie des États-Unis fonctionne grâce aux camions, n'est-ce pas ? Les poids lourds à dix-huit roues sont le principal moyen de distribution des produits aux États-Unis.

Avec quoi fonctionne cette flotte ? Est-ce qu'elle roule à l'essence provenant de Corpus Christi ou du Texas ? Non, elle roule au diesel. Et où se trouvent les capacités régionales de traitement et les approvisionnements en carburant pour la flotte de camions américaine ? Ils passent par le centre des États-Unis, ainsi que par les corridors du Midwest via l'Illinois, pour approvisionner toutes les différentes parties du marché américain. Et cette flotte dépend fortement du pétrole canadien et des capacités de raffinage canadiennes pour le diesel américain. La flotte diesel américaine est énorme et elle est organisée à l'échelle régionale. Donc, en substance, cela va entraîner des pénuries dans la livraison de carburant, et donc une hausse des prix, en termes d'inflation.

Ça va avoir un impact sur le prix de tout. Et ça va aussi ralentir les délais de livraison. Les chaînes d'approvisionnement vont être mises sous pression en conséquence. C'est un fait. Les États-Unis, leur économie intérieure, dépendent entièrement du diesel. Donc, je ne sais pas. Quand on met tout ça côte à côte, le moment où ça arrive, cette volonté de déclencher une guerre avec la Chine, l'idée qu'ils peuvent traiter la Chine comme ils ont limité sa capacité à acheter du pétrole au Venezuela... Ça, c'était une énorme victoire à Washington. Enfin, ils célèbrent ça comme un coup de génie de l'administration Trump. Et ils pensent pouvoir faire la même chose vis-à-vis du golfe Persique et de l'Iran. Alors, peut-être qu'il y a une logique derrière cette folie, Danny.

Peut-être qu'ils pensent que tout cela en vaut la peine pour étrangler et isoler la Chine, pour asphyxier ses besoins énergétiques qui alimentent la révolution économique chinoise moderne. Alors que la Chine est en pleine ascension économique, les États-Unis, eux, sont clairement en déclin. Et peut-être que, pour cette administration américaine myope, c'est un prix qui vaut la peine d'être payé. Elle semble vraiment se complaire dans toutes ces mesures, comme les rachats d'obligations. Les rachats d'obligations... Qu'est-ce que c'est ? Qu'est-ce que c'est, sinon repousser le problème à la prochaine administration et alourdir encore le bilan des États-Unis avec davantage de dette ? C'est tout. Scott Bessent vient, en gros, de gonfler le registre des passifs du gouvernement américain. Enfin, on a atteint quoi, quarante mille milliards de dollars la semaine dernière ?

#Danny

Quarante mille milliards de dollars.

#Patrick Henningsen

Nous étions censés atteindre les quarante mille milliards de dollars en janvier deux mille vingt-sept. Attendez. Donc, Bessent a six mois d'avance sur le calendrier. On est en avance. Félicitations. Je pense qu'il devrait avoir, genre, une promotion, ou peut-être la Médaille de la liberté de la part de Trump. Trump pourrait lui remettre la médaille, ou lui donner une médaille de la FIFA pour l'économie. Faites venir la FIFA... comment il s'appelle ? Gianni Infantino. Il peut remettre un prix à Bessent. Six mois d'avance sur le calendrier, pour atteindre le cap des quarante mille milliards de dollars. Les marchés des déficits. Toutes ces choses vont empirer progressivement, à cause du calendrier désastreux de tout ça, juste avant les élections de mi-mandat. Les Républicains doivent être vraiment confiants, pour une raison ou une autre. Peut-être qu'ils savent quelque chose que nous ignorons.

#Danny

Soixante et onze jours avant les élections de mi-mandat, Patrick. Plus que quarante et un jours avant que les stocks de brut, les réserves stratégiques dans lesquelles les États-Unis puisent pour maintenir les prix du pétrole relativement en dessous de ce qu'ils devraient vraiment être, ne soient épuisés. Ils restent pourtant très élevés, étant donné que le diesel — vous venez de parler des camions diesel, Patrick — coûte environ cinq dollars cinquante le gallon aux États-Unis. C'est incroyablement cher, surtout à cette période de l'année. Mais voilà les réserves stratégiques : elles vont tomber à zéro bien avant les élections de mi-mandat.

Et puis, vous avez aussi l'Iran qui dit qu'ils peuvent encore davantage mettre sous pression les marchés de l'énergie s'ils le veulent. C'est un désastre majeur. Le timing est terrible. Maintenant, Patrick, je veux vous faire écouter ceci. Toute cette notion de Jour J... À la toute fin, un journaliste — ils n'ont même pas dit de qui il s'agissait, parce qu'il venait d'une agence qui ne figurait pas sur la liste prédéterminée des agences et des entités médiatiques multinationales autorisées à prendre la parole. Mais la toute dernière question posée à Scott Bessent était intéressante. Je veux avoir votre réaction. Voici ce qui a été dit. Voyons cela.

#Bessent

Vous, devant.

#Bessent

Vous avez décrit cela comme un D-Day économique. Mais le D-Day, c'était une invasion, et les États-Unis n'ont pas donné de calendrier à l'Allemagne. Alors pourquoi ne pas imposer les sanctions dès aujourd'hui ?

#Bessent

Eh bien, nous donnons à chacun la possibilité de corriger les mauvais comportements. Pourquoi voudrais-je faire exploser le système financier mondial ? Nous pensons qu'il est important de repartir sur des bases claires et d'accorder aux gens un délai pour se mettre en conformité. Mais ils doivent savoir que cela ira très vite et que nous sommes sérieux. Les sanctions secondaires sont un outil très puissant. Ici, au Trésor — je suis Gene Lang, sous-secrétaire d'État par intérim chargé du financement du terrorisme — au sein du département du financement du terrorisme et de l'OFAC, si nous sommes en mesure d'utiliser des sanctions secondaires, c'est parce que nous ne prenons pas leur recours à la légère. Nous estimons donc qu'un tir de semonce et une clarification des attentes sont appropriés. Et si les gens ne veulent pas répondre à nos attentes, alors nous nous attendons, et ils doivent s'attendre, à ce qu'ils quittent le système du dollar.

#Danny

Donc, Patrick, il ne veut pas faire exploser l'économie mondiale, mais il le fera quand même si le monde ne répond pas aux attentes des États-Unis. Je veux dire, cette arrogance, tout en donnant l'impression d'un incroyable manque de confiance en soi, c'est tout de même quelque chose à voir. Mais que pensez-vous de sa réaction à cela ? Parce que oui, il y a ces références, vous savez, au Jour J, à une offensive financière, et tous ces mots grandiloquents. Mais au bout du compte, pour l'instant, nous avons une série de menaces qui doivent évidemment être gérées avec beaucoup de prudence, si l'on veut en atténuer les conséquences. Qu'en pensez-vous ?

#Patrick Henningsen

Eh bien, normalement, les sanctions secondaires sont un dernier recours quand on cherche à mettre en place une forme de siège ou d'embargo économique avant une action militaire, pas après. C'est ça, le problème. En réalité, vous déclarez la guerre à vos alliés. C'est un peu ce que c'est. Mais ce n'est jamais... pour maintenir un statut d'hégémonie mondiale... Les sanctions secondaires ne sont vraiment puissantes que par la menace qu'elles représentent. Quand vous menacez un allié, ou un pays qui n'est peut-être pas votre allié, mais envers lequel vous n'êtes pas hostile, ou auquel vous n'avez pas encore déclaré la guerre, comme la Chine, par exemple. La Chine n'est pas considérée comme une alliée des États-Unis, mais les États-Unis veulent tout de même lui nuire ou la punir, et ils emploient à son égard une rhétorique agressive. Mais ils l'ont déjà fait auparavant.

Ils l'ont déjà fait auparavant. Ils ont temporairement levé les sanctions sur le pétrole iranien pour rééquilibrer le marché, puis ils les ont rapidement rétablies. Et maintenant, ils passent aux sanctions secondaires pour remédier à de mauvais comportements. Les mauvais comportements de qui ? Là encore, ceux de l'Iran. Ou de ceux qui commercent avec l'Iran, selon Washington. Ils veulent donc imposer de la douleur et des souffrances à l'économie mondiale, y compris à leurs alliés. Maintenant, s'ils vont jusqu'au bout, ce sera très intéressant de voir s'ils le feront vraiment. On dirait qu'ils

brandissent cette menace pour se créer une position de négociation. C'est l'impression que ça donne. Parce que le journaliste a posé la bonne question. Vous savez, pourquoi n'avez-vous pas déjà appuyé sur la gâchette ?

Et Scott Bessent a dit : « Eh bien, nous voulons lui laisser le temps de, vous savez, remédier à la situation, de corriger ce mauvais comportement. » Enfin, le mauvais comportement, dans ce cas, c'est évidemment celui des États-Unis, de leur allié Israël, et de tous les autres alliés européens qui se rendent complices d'une guerre d'agression non déclarée contre un État souverain membre de l'ONU, à savoir la République islamique d'Iran. Mais ce qui était plus révélateur dans cet extrait, Danny — et je ne sais pas si vous pouvez repasser précisément ce passage —, c'est que Scott Bessent semblait faire allusion à ceci : écoutez, tous ceux qui ne se conforment pas... En tout cas, c'est ainsi que je l'ai compris, quand je l'ai entendu dire cela à l'instant. Tous ceux qui ne se conforment pas devraient s'attendre à quitter le système du dollar. Donc, d'une certaine manière, ce qu'il fait, c'est pousser les gens hors du système du dollar.

Et si vous regardez aussi la manière dont les États-Unis instrumentalisent les sanctions et les droits de douane dans leur politique étrangère... Parce que les droits de douane : cette administration américaine est le premier gouvernement américain de l'histoire à les utiliser comme une forme de sanctions. C'est une première. Et cela a d'énormes répercussions sur les marchés. Cela a aussi des conséquences majeures sur les relations des États-Unis avec tous les pays contre lesquels ils mènent des guerres tarifaires. Ils l'ont utilisé à de nombreuses reprises, en menaçant d'imposer des droits de douane punitifs comme moyen de dissuasion, pour empêcher des gens d'avoir des relations, des échanges commerciaux ou des activités économiques avec un ennemi des États-Unis. C'est une énorme menace. C'est une ligne rouge majeure dans les relations internationales. Je veux dire, les sanctions, c'est une chose. Et ces types de sanctions sont considérés comme interdits par le droit international, en dehors d'un consensus de l'ONU.

C'est donc perçu comme une guerre économique hostile. Normalement, c'est le prélude à une guerre militaire. Et dans ce cas-ci, c'était le cas. Ça l'a été, et ça s'est produit. Mais maintenant, ils reviennent, après coup, pour des vagues successives, uniquement afin de punir, de détruire et d'obtenir un changement de régime. Mais cela accélère tout, toutes les tendances que nous avons observées en matière de dédollarisation. Et Bessent semble admettre que c'est bien le cas. Alors, quel sera le résultat s'il met ces menaces à exécution ? Examinons cela. Une balkanisation économique de l'économie mondiale. Des rideaux de fer économiques qui tombent partout. Donc, la balkanisation, c'est la démondialisation. Quand je parle de mondialisation, je parle du libre-échange mondial, à la manière de l'OMC. Donc, c'est une balkanisation économique, et c'est une fuite des capitaux, ainsi qu'une fuite du statut de monnaie de réserve du dollar américain.

Pas complètement, mais cela ne fera que prolonger cette tendance. Cela va aussi accélérer le développement de réseaux de paiement alternatifs, c'est-à-dire des systèmes que la Chine utilise déjà aujourd'hui. Et si la Chine commerce avec la Russie, commerce avec l'Iran, et qu'ils utilisent ces réseaux de paiement entre eux, qu'il s'agisse du système CIPS ou d'Alipay, il existe tout simplement

un très grand nombre de nouveaux réseaux de paiement alternatifs qui peuvent être mis en service. Mais le problème, c'est qu'on ne pourra pas empêcher tous les autres pays, qu'ils soient en Europe, en Amérique du Sud, en Afrique ou en Asie, de se conformer à ce type de balkanisation économique. Ils pourront contourner toutes ces mesures.

La Chine dispose de cent une façons différentes de contourner toute sanction secondaire. L'Inde aussi, comme d'autres pays. Même des pays sur lesquels les États-Unis prétendent avoir une domination et un contrôle total, comme les États du Golfe, par exemple, ou le Pakistan. Et la Turquie ? Elle partage une frontière avec l'Iran. Est-ce que cela s'appliquerait à la Turquie ? Ils veulent interrompre les voyages. Ils veulent couper les télécommunications, en gros tout. Donc toute personne ayant la moindre interaction ou relation commerciale avec l'Iran subirait alors toute la puissance du gouvernement américain et du département du Trésor, c'est-à-dire le bras chargé de l'application des sanctions du gouvernement américain, appelé l'OFAC. Mais ils ont déjà... enfin, ils ont des milliers et des milliers d'individus, d'entreprises et d'entités iraniennes, des milliers et des milliers venant de Russie, des milliers et des milliers venant de Syrie.

Ainsi, chaque administration n'a fait qu'ajouter encore et encore à cette liste sans fin de personnes et d'entités sanctionnées, issues de pays ciblés, que les États-Unis considèrent comme une violation flagrante. Et ils se réservent le droit de geler des comptes et des avoirs partout dans le monde. Ils le font en exerçant une pression directe sur ces gouvernements, comme ils l'ont fait dans les États du Golfe concernant des avoirs ou des institutions iraniennes. Ou alors, ils interviennent tout simplement et saisissent ces fonds, comme ils l'ont fait avec l'Iran. Cela vaut même pour des portefeuilles de cryptomonnaies que des Iraniens utilisaient peut-être, selon certaines informations, pour percevoir des droits de passage et des frais dans le détroit d'Ormuz. Scott Bessent s'est vanté que, si ces transactions avaient eu lieu, elles étaient passées directement par Tether, l'organisation de stablecoin, et qu'ils avaient pu, selon les informations rapportées, saisir des centaines de millions de dollars.

Les États-Unis utilisent donc toute leur puissance économique pour agir sur tous ces points de pression, saisir et voler autant qu'ils le peuvent, qu'il s'agisse d'avoirs, de gels d'avoirs, et ainsi de suite. Et si c'est ainsi que les choses vont se passer, oui, cela va davantage nuire à l'économie iranienne. L'économie iranienne est soumise à de très fortes pressions. C'est une pression intense et continue. Et Washington pense, les faucons pensent, qu'ils peuvent finir par l'étrangler, et qu'elle s'effondrera de l'intérieur, parce que cela a marché en Syrie. Et que cela a à moitié marché dans d'autres pays, comme je l'ai dit, au Venezuela. Mais rien ne garantit qu'ils obtiendront ce résultat, pas rapidement en tout cas, et certainement pas sous cette administration.

Cela n'arrivera pas sous l'administration Trump, si jamais cela arrive un jour. Peut-être même pas sous la prochaine administration américaine. On parle d'un horizon de dix ans. Peut-être que, si ce qu'ils prévoient se déroule comme ils pensent que cela se déroulera, ça prendra longtemps. Il faudra dix ans ou plus, peut-être davantage. Mais ça, c'est dans des conditions optimales, idéales. Ils ont tout gâché. Ils ont absolument tout gâché. Parce qu'on ne peut pas alterner successivement des

vagues de guerre militaire et de guerre économique, tout en conservant sa légitimité en tant qu'acteur international. Car ce sont tous ces pays dans la zone grise, tous ces pays et ces gouvernements au milieu, qui détermineront si c'est un succès ou une nouvelle aventure hasardeuse des États-Unis.

Et donc, les États-Unis veulent attaquer l'économie mondiale, puis extorquer en quelque sorte un tribut à tous ces pays, soit sous forme de droits de douane, d'avoirs gelés ou autre chose, une autre forme de coercition, comme ils l'ont fait avec l'Espagne, par exemple. L'Espagne ne voulait pas accueillir des bombardiers américains. Et comme les autres pays européens soumis et serviles, comme l'Allemagne et l'Italie, avec Meloni et Merz, ainsi que la Grande-Bretagne avec le nouveau Premier ministre Andy Burnham, la première chose qu'il a faite a été de donner le feu vert aux États-Unis pour utiliser les bases britanniques afin de bombarder l'Iran. Et, bien sûr, les États-Unis l'ont fait. Pourquoi ? Parce qu'ils voulaient verrouiller ces pays.

Ils voulaient en faire... Le plan des États-Unis, en utilisant les pays européens, c'était d'en faire, et vous y êtes parvenus maintenant, des complices d'une guerre d'agression illégale et non déclarée, d'un crime de guerre. Et ce faisant, vous enfermez ces gouvernements, ces Premiers ministres ou ces présidents dans cette situation. Vous les y enfermez, parce qu'ils sont désormais complices d'un acte majeur... Ils sont maintenant dans la guerre. Ils sont dans la guerre. Alors, pour leur propre survie politique, ils feront tout ce qu'il faut pour persister dans cette politique, et suivront probablement à l'avenir les menaces et les diktats du gouvernement américain, jusqu'à déclarer les Gardiens de la révolution iraniens comme une entité terroriste.

Et peut-être même que le gouvernement iranien finira par être déclaré entité terroriste. Ils ne pourront pas avoir de relations diplomatiques avec lui, ni avec des membres du gouvernement iranien, comme ils l'ont fait, ou essayé de le faire, avec la Russie, par exemple. C'est pour ça que les États-Unis ont fait ça. C'est pour les rendre complices du crime. Et le technocrate, le bureaucrate européen moyen, faible et sans colonne vertébrale, va s'entêter dans cette politique plutôt que de s'opposer aux États-Unis. Ou, que Dieu nous en préserve, Danny, le pire péché possible pour un politicien moderne, c'est de lever la main et de dire qu'il a fait quelque chose de mal.

Je veux dire, ce serait l'équivalent d'un suicide pur et simple, un Harry Caray à l'échelle galactique. Ça n'arrivera jamais, n'est-ce pas ? Donc, c'est une sacrée situation dans laquelle se trouvent, je pense, beaucoup de ces pays. Et vraiment, tout se joue sur les sanctions secondaires. En théorie, ce sont les seules sanctions qui aient jamais fonctionné dans l'Histoire. Les sanctions directes n'ont jamais marché, dans l'Histoire, comme mesure de coercition contre un pays ciblé. La littérature universitaire est très claire là-dessus, Danny. Dans toutes les études de cas, de la Rhodésie au milieu des années soixante jusqu'à aujourd'hui, seules les sanctions secondaires ont fonctionné.

Et puis, vous savez, sanctionner un pays pour apartheid, comme la Rhodésie ou l'Afrique du Sud, par exemple, c'est aussi complètement différent sur le plan politique. C'est un contexte politique différent. Donc, je veux dire, même le succès, ou le succès relatif, disons, de l'Afrique du Sud, l'

effondrement du régime en Afrique du Sud, c'était en fait l'aboutissement d'une campagne internationale de relations publiques et de défense des droits humains menée pendant des années, pendant des décennies. Et son épouse, Winnie Mandela, faisait des tournées dans des stades aux États-Unis, parce que les États-Unis et la Grande-Bretagne faisaient partie des derniers pays à ne pas reconnaître le régime sud-africain. C'est un contexte politique totalement différent de celui-ci.

Et donc, voilà Trump. Je vais juste dire une dernière chose. Donald Trump est un incroyable morceau d'histoire, parce qu'il a fait exploser l'économie américaine, et pas dans le bon sens. Donald Trump a détruit l'économie des États-Unis pendant son premier mandat. Et on ne lui en attribue pas souvent la responsabilité, parce que tout le monde a peur de le dire, vu que les deux partis soutenaient totalement cette politique. Donald Trump a lancé un processus qui a d'abord mis plus de huit mille milliards de dollars au bilan de la Réserve fédérale, à cause du Covid-19. D'accord ? Ça a créé un cycle inflationniste et des pressions que nous subissons... Et tous les experts diront que cela a commencé pendant la mascarade du Covid, et Trump était président. Donc, il a ruiné l'économie américaine jusqu'à l'administration Biden.

Tout ça, c'était Trump. Et les pressions inflationnistes actuelles, avant le fiasco iranien, c'était Trump. Ça remonte à la version un point zéro. Parce qu'on ne peut pas simplement créer dix mille milliards de dollars à partir de rien, les placer au bilan de la Réserve fédérale, et s'attendre à ce qu'il n'y ait pas de perturbation inflationniste. Et à ce que ça ne continue pas, en gros, pendant des années. On est coincés dans une spirale inflationniste aux États-Unis, dont on n'a pas réussi à sortir, parce qu'ils ont mené, durant son premier mandat, des manœuvres d'urgence sans précédent. Le système ne s'en est jamais remis. Et puis, il faut ajouter ce qu'il a fait en politique étrangère, en essayant de déclencher la Troisième Guerre mondiale dans le golfe Persique, tout en croyant qu'on peut gérer ça avec toutes ces tactiques de cow-boy bon marché que Scott Bessent a engagées.

Le banquier de George Soros a été embauché par Trump. Ce banquier mondialiste utilise ces tactiques de court terme, des pansements. Les rachats d'obligations, c'est pathétique. Mais la presse de droite ou Fox News disent que c'est un coup de génie de Scott Bessent. Un coup de génie. Il ne fait que refinancer la dette de la prochaine génération. C'est tout ce qu'il voit : réhypothéquer. C'est exactement ce que Trump a fait pendant son premier mandat. Et devinez quoi ? Vous savez quel va être le remède à ça ? Un autre renflouement. Un autre renflouement. Pour quoi ? Pour payer quoi ? Pour tout ça ? Pour quoi ? Pour obliger l'Iran à se conformer ? Ou tout ça pour défendre Israël ? Vous allez faire tomber toute l'économie américaine, l'économie mondiale, pour défendre Israël. C'est en quelque sorte à ça que ça se résume, si vous prenez de la hauteur, avec une vue à quinze ou trente kilomètres d'altitude, ou une vue de satellite Starlink en orbite basse. En quelque sorte, ça se résume à ça.

#Danny

Oui, très bien dit, Patrick. Vous avez dit tout à l'heure que Scott Bessent affirmait, en substance, qu'il allait exclure des entités, des pays, du système du dollar. Eh bien, c'est exactement ce qu'il a dit à la fin. Je vais simplement le repasser très vite une dernière fois, pour que les gens l'entendent.

#Bessent

Nous pensons donc qu'un tir de semonce et une mise au clair du niveau de nos attentes sont appropriés. Et si des gens ne veulent pas répondre à nos attentes, alors nous nous attendons, et ils doivent s'attendre, à ce qu'ils quittent le système du dollar. Oui.

#Danny

Ils doivent donc s'attendre à quitter le système du dollar, ce qui, en pratique, affaiblirait ce système. Mais ça, c'est toute une autre histoire, je suppose. Allez-y, Danny.

#Patrick Henningsen

Je vous en prie.

#Danny

Non, j'allais simplement dire : imaginons que l'Arabie saoudite soit convaincue de se joindre à ce type de sanctions. L'Arabie saoudite est littéralement le socle du système du dollar, donc ce serait un sacré dilemme. Mais non, à vous, Patrick. Allez-y.

#Patrick Henningsen

Je n'arrive pas à croire qu'il ait dit ça. Donc Scott Bessent vient de dire, que ce soit inconsciemment ou intentionnellement, il a dit tout haut ce qu'on dit d'habitude tout bas. Donc, s'il pousse des gens à sortir du système du dollar, comprenez bien — et j'espère que Scott Bessent le comprend vraiment — mais ce n'est pas le cas. Pourquoi est-il chargé de la politique étrangère, au fait ? Parce que c'est, de fait, ce qu'on est en train de voir là. Pourquoi le Trésor américain n'est-il pas une subdivision du Pentagone, du ministère de la Guerre ? Parce qu'il devrait l'être. Le Trésor américain a fait davantage. Scott Bessent est tout simplement le pire, et le dernier en date d'une longue lignée de secrétaires au Trésor abusifs, qui ont essentiellement instrumentalisé et militarisé le dollar américain comme une sorte d'instrument de guerre contre des pays ciblés. Et disons-le, d'accord, l'effondrement du Venezuela, l'effondrement de... Alors, qu'est-ce que vous avez obtenu du Venezuela ?

Bien sûr, vous avez privé la Chine d'environ quinze pour cent de son approvisionnement mondial en brut, qu'elle peut remplacer auprès de multiples sources différentes. D'accord, très bien. Qu'est-ce que ça a fait à l'économie chinoise ? C'est peut-être gênant, mais ils s'en remettent. Alors, qu'est-ce

que vous avez fait à l'économie vénézuélienne ? Oh, vous avez volé... Ils ont probablement volé à ce jour l'équivalent de vingt milliards de dollars américains au Venezuela, en volant son pétrole. D'ailleurs, c'est ce qu'ils ont encaissé. C'est ce que les États-Unis ont mis de côté sur leur compte spécial destiné à gérer le pétrole vénézuélien. Et je parie, je vous le garantis, qu'aucun de cet argent n'a été rapatrié au Venezuela. Rien. Une fois que les États-Unis auront prélevé leur part, payé leurs gros partenaires pétroliers et retiré tout ce qu'ils auront encore détourné de cet argent, il ne restera plus rien pour nourrir le peuple vénézuélien.

Nous allons nourrir le peuple vénézuélien. C'est ce qu'ils disent. Donc ils pensent pouvoir mettre sous séquestre des fonds à la manière de l'Irak, via un compte en dollars américains concernant le Venezuela. Mais on ne peut pas reproduire ça avec l'Iran. C'est assez clair. D'accord, vous avez détruit la Syrie. C'est formidable. Formidable pour Israël. Quoi d'autre ? La Russie. Ça ne se passe pas très bien. Ils n'ont pas mis l'économie russe à genoux. Ça fait combien de temps ? Six ans, c'est ça, avec les sanctions sur la Crimée, en 2014. Oui, donc maintenant, cela fait douze ans qu'on en est à cette série de sanctions anti-russes, puis à la série hyper-super, qui a commencé sous Biden en février 2022. Ils ont fait sauter le gazoduc Nord Stream. J'imagine qu'on peut aussi classer ça dans les sanctions : une forme de sanction, faire sauter le gazoduc Nord Stream.

D'ailleurs, cette histoire s'est complètement effondrée dans le dossier de l'accusation allemande à Hambourg, dont 21st Century Wire a rendu compte. Et puis, l'histoire des plongeurs ukrainiens a été encore davantage mise à mal par les conclusions de l'affaire devant la Haute Cour de commerce de Londres, où Nord Stream AG a poursuivi Lloyd's of London, parce que Lloyd's of London, l'assureur de Nord Stream, avait refusé de les indemniser, soit dit en passant. Ils les ont poursuivis. Ils ont présenté tous les témoignages d'experts qui, là encore, disent en substance que l'histoire des plongeurs ukrainiens était un leurre. C'était une histoire de diversion, destinée à détourner l'attention de ce que l'OTAN a fait pendant... enfin, de ce que l'on laisse entendre que l'OTAN a fait pendant Baltops vingt-deux. En deux mille vingt-deux, ils ont équipé Nord Stream d'explosifs. Pourquoi est-ce que je dis ça ? Parce que toutes ces choses visent les mêmes cibles : les économies.

Vous avez mentionné l'Arabie saoudite, Danny. D'accord. Mais le pétrodollar lui-même ne dépend plus entièrement du Golfe. À un moment donné, c'était clairement le moteur de la renaissance du dollar comme monnaie de réserve américaine après Bretton Woods. Cela a consolidé son statut de monnaie de réserve mondiale et, au bout du compte, alimenté les dépenses déficitaires des États-Unis. Et avec les dépenses déficitaires américaines viennent les dépenses militaires excessives des États-Unis. Tout cela est financé par le déficit. Donc, quand Pete Hegseth peut porter le budget du ministère de la Défense, du ministère de la Guerre, à mille cinq cents milliards de dollars par an, et que le Congrès suit, cet argent vient de l'arbre à billets magique de la Réserve fédérale. Il ne vient pas des recettes que les États-Unis encaissent.

Cela vient... c'est imprimé à partir de rien, parce que le dollar est la monnaie de réserve mondiale. Il existe donc une demande artificielle de dollars américains à l'échelle mondiale, parce que les États-Unis imposent à tout le monde d'utiliser le dollar américain pour acheter et vendre des matières

premières sur le marché mondial. Et cela leur permet de continuer à imprimer des dollars sans que le dollar s'effondre en valeur. Cela finance l'armée, que les États-Unis utilisent pour aller tirer sur des gens et les bombarder lorsqu'ils ne se conforment pas à l'hégémonie du dollar, et ainsi de suite. Danny, vous voyez, c'est cette boucle de rétroaction qui continue encore et encore. Mais ce que Bessent devrait savoir — peut-être qu'il le sait, peut-être que c'est le plan —, c'est que la puissance des États-Unis en tant que puissance impériale ne repose pas d'abord sur la puissance militaire.

Elle repose d'abord sur la puissance financière. Elle repose sur le statut du dollar comme monnaie de réserve, et elle est soutenue par la puissance militaire. Donc, en poussant des gens hors du système du dollar américain — ce qu'il vient lui-même d'admettre en vidéo, je n'arrive pas à croire qu'il ait dit ça —, c'est en fait... oui, appeler à dégrader le statut hégémonique des États-Unis à l'échelle mondiale. Parce que c'est de là que vient la puissance américaine. Et, fait intéressant, les pays qu'ils menaceraient et cibleraient avec des sanctions secondaires, les types d'entreprises concernés... ça ne s'arrête pas à l'Iran, d'ailleurs. Ça continuerait. Ils poursuivraient cette politique pour d'autres produits, d'autres pays et d'autres ressources.

Mais certaines de ces cibles de sanctions secondaires seront, au bout du compte — ou les menaces viseront — aussi des pays européens. Et le marché des eurodollars est le premier puits à dollars au monde. C'est en quelque sorte le plus grand pilier du système américain. On pourrait l'appeler le système énergétique du pétrodollar, le système du dollar énergétique américain. C'est l'Europe. Et l'Europe dépend entièrement de l'énergie américaine, en plus. Non seulement elle effectue ses transactions mondiales de pétrole et de gaz en dollars, mais elle paie aussi le prix fort, deux fois plus cher, pour le GNL américain, après que les États-Unis ou l'OTAN ont fait exploser le gazoduc Nord Stream en septembre deux mille vingt-deux. Donc oui, le marché des eurodollars et les comptes de réserve sont énormes, et ils contribuent à maintenir à flot le système américain. L'Inde aussi, comme tous ces autres pays. En faisant cela, ils débranchent le pouvoir américain.

Au moins, il l'a reconnu. Il l'a reconnu. C'est un extrait incroyable. Est-ce que c'était un lapsus freudien ? Peut-être que c'en était un. Mais ce qui est intéressant, Danny, c'est que les journalistes ne vont pas insister sur ce point. Si vous êtes un très bon journaliste du Financial Times, ou si vous êtes censé avoir une vision géopolitique, alors vous insistez. Vous insistez fortement là-dessus. Vous relancez sur ce point. Est-ce que vous avez dit que vous vouliez chasser des gens du système du dollar américain, et qu'ils en seraient chassés, Monsieur le Secrétaire ? Pouvez-vous clarifier ce point et vraiment insister là-dessus ? Parce que ça ressemblait, Danny, presque à un lapsus freudien. Et d'ailleurs, il y en a beaucoup en ce moment, à Washington.

#Danny

C'est certain, Patrick. Ce qui est aussi très intéressant, c'est l'archi-néoconservateur, M. Kagan. Le voici, Robert Kagan, à nouveau dans The Atlantic. Il parle d'un Iran déchaîné. Beaucoup, dans le cercle néoconservateur, Patrick, ne sont pas très enthousiastes, non seulement face au virage des États-Unis vers la guerre économique, mais aussi face à la situation générale et à la direction que

tout cela prend. C'est le dernier paragraphe. Il dit : « Un régime qui a survécu à ce que la majeure partie du monde croyait capable de le détruire, puis a forcé la puissance dominante du monde à battre en retraite, en ressortira probablement renforcé, au moins pendant un temps. Un tel succès tend à engendrer la confiance, peut-être même l'excès de confiance. Mais il ne rendra probablement pas les dirigeants iraniens moins ambitieux, ni moins attachés à la foi qui leur a permis de traverser ce triomphe miraculeux. »

Récemment, de hauts responsables iraniens ont commencé à parler publiquement d'adopter une posture entièrement offensive. Des informations ont aussi fait état de projets iraniens visant à élargir leurs cibles à des pays européens accueillant des bases américaines. Voir des articles du New York Times se demander qui clignera des yeux le premier est assez amusant, quand on sait que les Iraniens, jusqu'ici, n'ont jamais cligné des yeux une seule fois, tandis que l'administration Trump n'a fait que ça. L'Iran pourrait même recommencer à se battre pour forcer les États-Unis à lever le blocus naval. Et désormais, on peut y ajouter les sanctions. Vu la peur avérée de l'escalade de l'administration américaine, cet espoir n'est pas déraisonnable. Le monde a passé des décennies à s'inquiéter de ce que l'Iran pourrait faire s'il obtenait l'arme nucléaire. Il devrait maintenant s'inquiéter de quelque chose d'encore plus lourd de conséquences.

Et l'Iran, qui a vaincu les États-Unis, ne craint plus une attaque américaine et contrôle l'accès au golfe Persique. Les armes nucléaires, à elles seules, n'auraient jamais pu donner à l'Iran ce genre de pouvoir. Seule la guerre ratée des États-Unis et d'Israël l'a permis. Ce qui est intéressant là-dedans, Patrick, quand je lis ça, je me dis : bon, je ne sais pas si nous devrions vraiment le craindre, mais c'est leur région du monde. Nous, nous sommes ici. Vous êtes au Royaume-Uni. Moi, je suis aux États-Unis. Je ne le crains pas vraiment. Mais Patrick, quelle est votre réaction à ça ? C'est un récit qui prend de plus en plus d'ampleur. Je pense que cela a, en partie, à voir avec la politique partisane. Mais il y a là certains faits qui sont présentés, bien sûr, avec l'étiquette néoconservatrice. Mais qu'en pensez-vous ?

#Patrick Henningsen

Je veux dire, ses propos auraient tout aussi bien pu être repris, cités de John Mearsheimer, d'Alistair Crooke, de moi, ou de n'importe qui d'autre sur votre podcast ou sur celui de quelqu'un d'autre, dans l'émission du juge Knapp ou ailleurs, depuis quoi... deux ans, ou un an et demi, peu importe. Nous disons tous exactement ces choses-là depuis longtemps. Mais Kagan a fini par sortir et les mettre par écrit, de façon concise et claire, même si c'est assez tard dans la partie. Mais quand même. Et vous savez, ce serait une bonne tribune pour le conseiller du président, son conseiller en politique étrangère. Robert Kagan, le conseiller en politique étrangère de Donald Trump, vient d'écrire une tribune très franche et préoccupante dans The Atlantic. Ce serait formidable. Mais ce n'est pas le cas.

Il est complètement à l'extérieur. Alors, que font-ils à l'intérieur ? C'est la question. Tout ce qu'il a dit là, Danny, est parfaitement logique. Tout s'emboîte très bien. Il a raison sur tous les points. Là

encore, l'Atlantic Council, pourtant très mainstream, est probablement obligé de l'admettre à contrecœur, publiquement et par écrit. À contrecœur, parce que cette publication soutenait la guerre depuis le début. Et toutes les autres aussi. Elles n'étaient pas contre Trump. Elles ne s'y opposaient certainement pas de manière réelle ou significative. Donc, à l'intérieur, je pense, là encore, à la guerre commerciale avec... l'actuelle guerre commerciale avec le Canada, qui est complètement absurde, selon tous les critères objectifs.

Les États-Unis, si vous deviez avoir l'allié parfait, ce serait le Canada, non ? Comme partenaire commercial stratégique et régional, c'est totalement gagnant-gagnant pour l'Amérique et le Canada. Peut-être que les États-Unis y trouvent un accord légèrement plus avantageux, mais le Canada, en commerçant avec les États-Unis, peut obtenir des conditions absolument favorables. Les États-Unis ont toujours eu besoin du Canada, pour les raisons que j'ai évoquées plus tôt : sa position régionale, l'énergie, et surtout le marché du diesel. Mais la manière dont l'administration Trump a présenté ça... Au début, j'en riais. Je me disais : non, ils sont juste idiots, et peut-être qu'ils font simplement de la surenchère.

Mais Trump lui-même a dit que le Canada avait besoin des États-Unis, qu'il voulait en quelque sorte les avantages d'un État américain sans en être un. Je pense qu'il parle du Canada comme du cinquante-et-unième État. Il voit les choses à travers ce prisme insensé selon lequel le Canada, en tant qu'État souverain et membre du Commonwealth britannique, ne souhaiterait rien tant que d'être absorbé par les États-Unis, au sud de la frontière. Et ce n'est absolument pas le cas. Il n'y a aucune chance que le Canadien moyen — peut-être qu'on en trouverait quelques-uns en Alberta, mais même là, les Albertains sont aussi très attachés à leur souveraineté — adhère pleinement à ce genre de rhétorique, de menaces et de dénigrement du Canada, du pays, des Canadiens, et ainsi de suite.

Mais peut-être que Trump le croit. Peut-être que les gens de la nation Trump croient vraiment qu'ils sont les acteurs de l'Histoire. Comme Karl Rove l'a dit célèbrement sous Bush fils, ils pensent être le plus grand pays de l'histoire de la galaxie. Et que les États-Unis sont... que Dieu les a imprégnés de tous ces... leur a conféré tous ces privilèges, ces ressources et ces pouvoirs donnés par Dieu. Ils croient vraiment que tout le monde, y compris le Canada, imagine secrètement et attend le jour où il pourra être rattaché aux États-Unis d'Amérique comme cinquante-et-unième État. Je pense qu'ils croient, d'une certaine manière, que tout le monde, secrètement, veut faire partie des États-Unis. Et plus précisément, rejoindre la famille sous le parrainage de Sa Majesté royale Donald J. Trump. Que, secrètement, c'est un rêve que tout le monde nourrit, y compris les Canadiens.

Et je peux vous le dire : rien n'est plus éloigné de la vérité. Donc, ce qui m'inquiète ici, Danny, et la raison pour laquelle je dis ça, ce n'est pas seulement de la polémique politique. Si certaines de ces idées orientent les politiques — autrement dit, si ces idées de domination et de puissance américaines guident réellement l'action publique — alors il est presque certain que ces politiques vont échouer, parce qu'elles ne se déroulent pas dans le vide. Le point important, c'est que beaucoup de gens diront que le droit international est mort, et que les institutions internationales sont mortes. Ils le diront parce que, selon eux, ce que les États-Unis ont fait a prouvé que l'OMC est

morte, que les Nations unies sont mortes, et qu'ils ont tué le Conseil de sécurité de l'ONU, et ainsi de suite.

Je pourrais continuer encore et encore, d'accord ? Le fait est, Danny, que ce n'est pas le cas, et qu'ils ne le sont pas. C'est mort pour les États-Unis. C'est mort pour Israël. Toutes ces institutions, le droit international, c'est mort pour Israël. C'est mort pour les États-Unis. Mais tous les autres pays de la planète le respectent, parce qu'il y a une raison pour laquelle cela a été mis en place, au départ. C'était l'harmonisation du commerce mondial et de l'activité économique. Et d'ailleurs, qui en a été le principal moteur ? Wall Street, les États-Unis et la City de Londres. Ce sont les principaux moteurs de la mondialisation dans l'ordre international libéral mondial, dirigé par les États-Unis après la Seconde Guerre mondiale.

Les États-Unis ont impulsé cela. Et on a vu des progrès sans précédent, une création de richesse sans précédent, une croissance économique sans précédent, ainsi qu'une croissance remarquable des profits des entreprises occidentales, chinoises et autres. Mais cela s'est produit sous ce régime-là. Alors maintenant, ils veulent le défaire parce qu'ils n'ont pas gagné cette course. Ils ne sont pas arrivés premiers. Les États-Unis s'en sont très bien sortis, mais c'est Wall Street qui en a profité, pas les travailleurs américains. Trump a fait campagne là-dessus. Il a flatté la Rust Belt et les pauvres gens de l'Ohio et de la Virginie-Occidentale, et il a courtisé tous les ploucs. Il a aussi entonné cette élogie et nommé J. D. Vance vice-président. C'était très stratégique, mais tout était factice.

Tout est faux. L'histoire de J. D. Vance est intégrée au récit de Trump sur la Rust Belt. C'est faux. Tout ça n'est qu'une façade. C'est une opération de marketing. Une opération de marketing politique. Et personne ne veut admettre la réalité. La réalité, c'est que les États-Unis ne récupéreront jamais leur industrie manufacturière. Jamais. Pourquoi ? Regardez le salaire exigé par un travailleur américain, et comparez-le maintenant à celui de n'importe quel autre pays de la planète. Comment les États-Unis pourraient-ils être compétitifs ? Comment ? Tant qu'ils emploient de la main-d'œuvre... Et les gens disent : « Eh bien, quand Elon mettra les robots en place et qu'on n'aura plus à s'en préoccuper, alors, vous savez, c'est là qu'on va prendre le dessus. »

Non, l'économie ne va pas tourner grâce aux robots dès la semaine prochaine, malgré ce qu'Elon a promis au Madison Square Garden, ou je ne sais où, quand il a dit qu'on serait sur Mars d'ici 2030, ou peu importe ce qu'il a dit. Je ne sais pas exactement quel calendrier il avait donné. Ça ne reviendra pas. La Rust Belt ne récupérera jamais ces emplois. Vous pouvez faire déménager les climatiseurs Carrier du Mexique vers l'Indiana. Vous obtenez quoi ? Deux mille emplois là-bas. Vous pourriez en obtenir dix mille de plus en forçant quelqu'un d'autre à revenir ouvrir son usine dans l'Ohio, le Michigan, ou quelque chose comme ça. Ça ne comblera même pas une infime partie du fait que les États-Unis ne sont plus compétitifs, ne sont plus compétitifs. Et la réalité, c'est que même si vous voulez balkaniser l'économie mondiale, nous avons quand même une économie mondialisée.

On ne peut pas arrêter le commerce international. Et il y aura toujours une recherche d'avantage concurrentiel en matière de ressources, de main-d'œuvre et de services publics. Or, tous ces coûts

sont devenus non compétitifs aux États-Unis, parce qu'au bout du compte, Wall Street a siphonné toute la valeur de l'économie réelle américaine. Et ils l'ont fait pour obtenir des cours boursiers capables de verser de bons dividendes. Et tout ce qui intéresse Trump, c'est le S&P 500. Pour lui, la Bourse est le principal indicateur de l'activité économique. Mais n'importe quel économiste qui se respecte vous dira que le marché boursier ne reflète pas les fondamentaux d'une économie réelle. Pas l'économie que Trump promet de construire pour rendre à l'Amérique sa grandeur, c'est-à-dire une puissance manufacturière. Ça ne peut pas arriver. Ça n'arrivera pas. Je vous le dis : les États-Unis perdent des emplois chaque jour.

#Danny

Ce n'était pas vingt-trois mille, je crois ? Ils ont dû corriger les chiffres. C'était un nombre massif de suppressions d'emplois qu'ils essayaient de dissimuler. Ce sont des tendances irréversibles. Pourquoi ? Pourquoi ?

#Patrick Henningsen

Je veux dire, quel est le taux horaire d'un bon emploi syndiqué dans l'industrie manufacturière, aux États-Unis ? On est déjà au-dessus de cinquante dollars de l'heure ? On y arrive ? On n'en est pas loin.

#Danny

Ils sont si peu nombreux, maintenant. Oui, le taux de syndicalisation est tellement faible aujourd'hui, en grande partie parce que...

#Patrick Henningsen

Mais même le salaire moyen, le salaire minimum chez Amazon, pour surveiller les robots qui remplissent les rayons, les livreurs et tout ça, je ne sais pas combien de fois il est plus élevé que dans un certain nombre d'autres pays qui assurent, en gros, la production manufacturière pour le marché commercial américain. Ils ne les rattraperont jamais. Pourquoi ? Parce que personne ne dépense comme les États-Unis. Les dépenses déficitaires... personne ne peut faire monter l'inflation de manière aussi constante que les États-Unis. Et ce ne sera jamais compétitif, pas avec le dollar américain actuel et le système de dépenses déficitaires du gouvernement américain, avec lequel Trump n'a fait qu'augmenter le déficit. Donc il va faire ce qu'a fait le dernier président, ce qu'il a fait durant son premier mandat, et ce qu'Obama a fait.

Et ils ont repoussé le problème à plus tard, de façons nouvelles et créatives, vous savez, par le biais de rachats d'obligations. Du génie. C'est du génie. Imaginez si nous, simples citoyens, étions autorisés à faire ce que fait le gouvernement américain, ou ce que Wall Street peut faire quand il se retrouve coincé par le crédit. On pourrait simplement faire pousser un arbre à billets magique et

nous renflouer nous-mêmes. Ensuite, on s'accorderait des primes record. Et puis on demanderait au gouvernement de racheter un secteur en difficulté, comme General Motors ou Lehman Brothers, ou quel que soit l'exemple. Donc, aux États-Unis, le jeu, c'est qu'il y a tout un autre ensemble de règles dès qu'il s'agit d'économie. Et ils essaient d'utiliser ça pour projeter leur puissance à travers le système de politique étrangère.

Et ils le font d'une manière qui n'avait jamais été vue auparavant, et les résultats sont déjà horribles. Et au lieu de faire marche arrière, ils persistent et signent. Donc cette dernière initiative, ces dernières annonces, Danny, auxquelles s'ajoute en même temps une guerre commerciale avec le Canada, en essayant de jouer au plus téméraire avec le Canada sur le plan économique... Personne n'a jamais fait ça auparavant, et les conséquences vont tout simplement continuer d'être mauvaises pour l'Amérique. Je n'arrive pas à croire qu'ils fassent ça avant les élections de mi-mandat. Et je pense vraiment que ces gens sont peut-être dans une telle impasse, qu'ils se sont tellement acculés, qu'ils n'ont pas d'autre choix que de persister dans les mêmes politiques qui ont échoué.

#Danny

Oui, ce sont d'excellents points, Patrick. Je voulais quand même avoir votre très bref commentaire sur — je vous le promets — une question posée par un abonné Patreon : vont-ils prendre de l'argent sur leurs comptes bancaires aux États-Unis, qui appartient à quelqu'un d'autre ? Je veux dire, ils l'ont déjà fait, en volant des actifs. On sait, par exemple, ce qui est arrivé à l'or vénézuélien dans des banques britanniques. Oui.

Donc, voilà votre réponse à cela. Et puis, mon seul commentaire sur toute la question économique, c'est que si les États-Unis veulent un jour être compétitifs, ils devront faire baisser les prix de façon spectaculaire, rendre les choses bien plus abordables, et aussi veiller à ce que les gens aient le capital nécessaire pour être productifs, pour pouvoir investir dans quoi que ce soit. Mais cela irait à l'encontre de tout ce que représente Wall Street. Vous savez, on ne va pas réduire drastiquement le coût de l'éducation, le coût des soins de santé, tout ce qui est nécessaire pour que les travailleurs soient réellement productifs, puis pour attirer des investissements qui chercheront à ne pas avoir à couvrir ce genre de coûts. On ne verra jamais ça. Et puis, bien sûr, le système du dollar lui-même crée ces énormes écarts entre les monnaies et leur valeur, entre le sous-développement d'une partie du monde et les États-Unis. C'est donc un énorme piège, malgré tout, et on ne va pas voir cela changer.

Mais est-ce que vous voyez les États-Unis, peut-être dans ce cas-ci, maintenant qu'ils sont tellement désespérés face à l'Iran, chercher des avoirs dans d'autres pays ? Je veux dire, je ne sais pas de quels pays il pourrait s'agir, parce qu'on ne peut pas s'en prendre à la Chine. Enfin, la Russie est déjà sous sanctions. On ne peut pas s'en prendre à la Chine, à cause des répercussions que cela aurait sur l'économie mondiale. Si vous faites ça à vos propres alliés, comme l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, ça pourrait provoquer un retour de bâton. Qu'en pensez-vous ?

#Patrick Henningsen

Eh bien, la stratégie que la Maison-Blanche poursuivait clairement, et qu'elle continue, je pense, de poursuivre, repose sur l'idée qu'il s'agit essentiellement d'une astuce comptable : si vous dévaluez le dollar, c'est une façon de réduire votre déficit plus vite. C'est aussi une façon de rendre vos exportations plus compétitives et plus attractives. Et il semblait qu'ils tentaient de provoquer ce type de tendance l'année dernière. Mais je pense que cela a lamentablement échoué, pour beaucoup des raisons que vous venez d'évoquer, Danny. En gros, les fondamentaux de l'économie américaine les empêcheront d'obtenir le type de résultat qu'un pays plus petit pourrait peut-être obtenir en menant, disons, une stratégie de dévaluation pour relancer son économie exportatrice, lui donner une dose d'adrénaline.

Le système américain est beaucoup trop gros, et aucun président n'aura envie d'en assumer la direction. Enfin, Trump va essayer avec des taux d'intérêt plus bas. En gros, il voudra injecter une bonne dose de morphine dans le système, ou de crack dans le système, c'est-à-dire de l'argent bon marché dans l'économie américaine et dans le système mondial. Ça va, en quelque sorte, gonfler temporairement les choses et peut-être faire disparaître bon nombre de ces problèmes, relativement parlant. Ils ne disparaîtront pas vraiment. Mais si tout ce dont nous parlons, ce pessimisme catastrophiste dont nous parlons aujourd'hui, coïncide ensuite avec une fausse bulle de croissance fondée sur une forte baisse des taux d'intérêt et sur l'hypothèque des futurs marchés obligataires, avec un gouvernement qui rachète davantage de ses propres obligations futures et de sa dette future, alors oui, ça pourrait marcher à court terme, du moins potentiellement.

Je pense que ça pourrait tenir jusqu'à la fin du mandat de Trump. Et ensuite, il remettrait une bombe nucléaire économique au prochain président, qui devrait se débrouiller avec ça. Et ils feront probablement exactement la même chose, ou adopteront des stratégies très similaires, sous l'administration suivante. Pour eux, c'est juste une question de se dire : bon, on en est déjà à quarante mille milliards de dollars, alors quelques milliers de milliards de plus sur les quatre prochaines années, qu'est-ce que ça change ? Et ce ne sera pas si grave. Puis, peut-être qu'ils promettent de réduire le déficit, ou qu'ils diront qu'on va faire revenir Elon pour s'occuper du DOGE. Et Elon publiera quelques tweets pour dire qu'il a une nouvelle idée. Qu'il a fait un voyage vraiment intéressant, créatif, enfin, vous voyez, sous ayahuasca ou quelque chose comme ça, et qu'il a trouvé un nouveau plan pour réduire le déficit fédéral.

Pendant la période de transition après l'élection, Elon publiait tous ces tweets délirants, alors qu'il cherchait à séduire, et aussi au début de l'année. Il répétait : « Il faut arrêter les dépenses publiques financées par le déficit. Ce n'est pas soutenable. Ça va ruiner le pays. Nous ne survivrons pas en tant que nation. » C'était en quelque sorte sa déclaration d'entrée, avant d'arriver en affirmant qu'il allait réduire les dépenses publiques. Et puis ça n'a pas marché. Ce gouvernement a plus dépensé que n'importe quelle administration précédente. À la fin de cette année, sur les deux premières années, ce sera de très loin le gouvernement qui aura le plus dépensé de toute l'histoire. De très loin. Et au fait, qu'est-ce que les gens obtiennent en échange de ça ?

Cela choquerait beaucoup de gens de l'entendre, vu que... en quoi cela améliore-t-il concrètement la vie d'un Américain de la classe ouvrière, ou de quelqu'un qui cumule trois emplois ? Ce n'est pas inhabituel, en Amérique, d'avoir deux emplois et une activité complémentaire, voire deux activités complémentaires. C'est tout à fait normal. En quoi en ont-ils concrètement bénéficié ? Parce qu'au bout du compte, Danny, ce que Trump a fait — et je vais y revenir, car c'est un exemple parfait — c'est que, durant son premier mandat, il a payé des entreprises pour qu'elles ferment, pour payer les gens à rester chez eux et ne pas travailler pendant le COVID. Tout cela a coûté des milliers et des milliers de milliards de dollars. Et toutes les arnaques aux équipements de protection individuelle, dont tout le monde profitait pour s'enrichir, tout cela a coûté des milliers et des milliers de milliards de dollars. Et ensuite, le gouvernement a envoyé ce petit chèque à tout le monde.

Vous vous en souvenez ? Deux ou trois chèques. Et c'était une somme dérisoire. Je veux dire, on parle de mille deux cents dollars. Peut-être que c'est suffisant pour acheter la ceinture de rouille ou les communautés les plus pauvres d'Amérique, où les gens sont contents de recevoir un petit ruissellement. Mais le problème, Danny, c'est que ce n'était pas réservé à eux. Tout le monde a reçu un chèque. Donc tout le monde en a eu un. Tout le monde a donc reçu son bon de participation à la déchéance économique des États-Unis. Parce qu'à partir du moment où tout le monde a encaissé ce chèque, cela garantissait que, si vous encaissiez un chèque de mille deux cents dollars, vous aviez déjà payé cinq fois cette somme en inflation pour cet argent, cet argent gratuit du gouvernement que vous avez reçu. Tous ces deux ou trois chèques, vous les avez déjà payés cinq fois en inflation. C'est ce que ça vous a coûté. Si tout le monde avait brûlé ce chèque, l'avait brûlé, avait sorti un briquet et l'avait brûlé, puis avait posté ça sur Instagram ou TikTok, ça vous aurait fait économiser.

Cela vous aurait fait économiser des milliers et des milliers de dollars durement gagnés. Ça a du sens ? C'est ça, le calcul économique de la situation. Vous augmentez la masse monétaire, vous mettez une pression inflationniste sur le système, et tout le monde s'appauvrit. C'est une façon, en quelque sorte, pour le gouvernement de vous donner de l'argent, mais en réalité, il vous taxe. L'inflation est essentiellement un impôt caché, qui sert à masquer une politique budgétaire gouvernementale vraiment, vraiment mauvaise et irresponsable. C'est ça que fait l'inflation. Et comme les effets sont retardés de quatre ans, normalement, ou de quelques années, celui qui a mis en place cette politique ne sera plus là pour en répondre. Trump a un second mandat, mais personne ne lui demande de rendre des comptes sur le fait qu'il a détruit et ruiné l'économie américaine pendant son premier mandat.

Et je dis simplement que c'est un fait. Et Biden n'a rien arrangé, parce qu'il a poursuivi les mêmes politiques qui avaient échoué pendant son mandat. Tout ce que Trump a fait de mauvais, Biden a ensuite redoublé d'efforts pour le maintenir. Enfin, je déteste devoir rappeler ces choses-là, parce que je sais qu'elles sont tellement loin dans le rétroviseur que personne ne veut s'en préoccuper. On a tous surmonté ce cauchemar. Mais on vit toujours avec ce cauchemar. C'est ça, le problème. Et s'ils continuent à faire ça maintenant, alors, en gros, on dit que ça ne nous dérange pas. On souffrira dans cinq ans. Merci. On souffrira dans cinq ans. S'il vous plaît, Donald, faites ce que vous devez

faire. Faites ce que vous devez faire pour vous assurer que l'Iran n'ait pas l'arme nucléaire, ou pour défendre Israël, ou quoi que ce soit, ou pour rendre sa grandeur à l'Amérique. Et nous, on est contents de souffrir dans cinq ans. Alors, apportez le résultat.

#Danny

Oui, oui. Les prix ont été publiés aujourd'hui : une hausse de quarante-huit pour cent depuis le vingt-huit février, le début de la guerre. Donc tout ce que vous venez de dire, ce qu'on pourrait appeler, je suppose, ne serait-ce qu'un contexte historique à court terme, depuis deux mille vingt environ — deux mille dix-huit à deux mille vingt, disons —, combiné maintenant à six mois d'offensive économique totale contre le monde, et surtout contre le portefeuille des travailleurs américains... Oui, cette souffrance ne fera qu'empirer, Patrick, tant que cela se poursuivra sans interruption et sans être contesté. Tout le monde, c'était une excellente émission.

Je veux m'assurer que vous cliquez sur le bouton « J'aime » avant de partir. Tout le monde doit savoir que, dans la description de la vidéo, vous pouvez trouver la chaîne YouTube de Patrick, 21st Century Wire, ainsi que son Substack. Alors, abonnez-vous aux deux. N'oubliez pas de regarder 21st Century Wire. C'est une excellente émission. Et assurez-vous d'y être abonné. Cliquez aussi sur la cloche de notification. Tous les moyens de soutenir cette chaîne se trouvent également dans la description de la vidéo, juste en dessous : Patreon, Substack, et bien d'autres. Patrick, un dernier mot pour le public avant qu'on se quitte ?

#Patrick Henningsen

Non, pas de dernier mot. Je pense qu'on a abordé quelques sujets importants cette semaine, et il faut avoir ces discussions difficiles dès maintenant. Et, espérons-le, on pourra éviter certains de ces problèmes à l'approche des élections de mi-mandat. Parce que sinon, je pense que les États-Unis et l'économie mondiale seront dans une très, très mauvaise situation en deux mille vingt-sept. Et tout ce qui est décidé et fait aujourd'hui, je pense que ça va directement alimenter cette possibilité. Mais il n'est pas encore trop tard, je pense, pour essayer de revenir en arrière et d'atténuer certaines de ces mauvaises décisions grâce à l'opportunité que représente un cycle électoral, espérons-le. Mais malheureusement, je ne retiens pas mon souffle. Je reste sceptique sur ce point. Cela dit, il y a encore une possibilité de le faire.

#Danny

Oui, tout à fait. Avant de partir, tout le monde, cliquez sur le bouton « J'aime ». Merci à tous ceux qui ont envoyé des Super Chats aujourd'hui. Je les ai affichés tout à l'heure. Merci à tous les modérateurs et, bien sûr, à tous les spectateurs. Après cette émission, cliquez sur le bouton « J'aime ». Allez dans la description de la vidéo pour découvrir le travail de Patrick. Tous les liens de cette

chaîne sont dans la description de la vidéo ci-dessous. Demain, je serai de retour à quatorze heures, heure de l'Est, avec le colonel Lawrence Wilkerson, pour une nouvelle mise à jour. Très bien. À demain, le vingt-cinq août. Salut.